

Madame la Présidente,

En ces temps difficiles, marqués par des crises successives et multidimensionnelles, mon pays, entend plus que jamais poursuivre ses efforts en matière d'aide publique au développement, et continuer à apporter sa part en faveur d'une réalisation des objectifs internationaux de développement et notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Le Luxembourg figure depuis 2000 parmi les rares pays qui contribuent 0,7% de leur revenu national (RNB) brut à l'APD. En 2008, le Luxembourg a contribué 0,95% de son RNB à l'APD.

Le nouveau Gouvernement, élu en juin dernier, a confirmé cet engagement dans son programme présenté le 29 juillet 2009 qui stipule notamment que la coopération au développement est un vecteur important de l'action extérieure du Gouvernement et cela a fortiori dans une démarche de développement durable compris comme cause globale et commune. Elle est le reflet d'une solidarité internationale et sert à la fois les intérêts partagés avec les partenaires au développement et l'intérêt propre du Luxembourg à voir mitiger les effets négatifs de la pauvreté mais aussi d'autres effets, comme ceux ayant trait au changement climatique. Dans cet esprit et par souci d'une meilleure efficacité de sa coopération au développement, le Luxembourg maintiendra l'effort de la coopération luxembourgeoise en volume et en pourcentage du revenu national brut afin d'atteindre 1% du RNB dans les années à venir. Il travaillera à une qualité toujours croissante de la coopération luxembourgeoise et tâchera de mettre en œuvre des synergies et de systématiser les partenariats pour une plus grande efficacité de la coopération au développement.

La coopération au développement à travers les organisations multilatérales, telles que les fonds et programmes des Nations Unies, constitue l'un des piliers de la Coopération luxembourgeoise et le budget dédié à la coopération multilatérale représente une part substantielle de l'APD annuelle.

Depuis 2004, le Gouvernement luxembourgeois suit une approche innovatrice et unique en son genre dans le contexte de la coopération multilatérale, dans ce sens qu'il a signé des accords-cadre à durée non déterminée avec quatre fonds et programmes des Nations Unies, à savoir le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds de Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), par lequel le Luxembourg s'engage soit à maintenir son niveau de contribution d'année en année soit à tenter de l'augmenter dans la mesure où l'évolution de son APD le permet et sous réserve de l'approbation du budget par le Parlement.

Pour ces quatre fonds et programmes des Nations Unies, le Luxembourg a augmenté de façon sensible ses contributions volontaires au budget depuis 2004 (année de la conclusion des accords-cadres avec le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF). Ainsi :

- la contribution volontaire au budget du PNUD est passée de 1.140.000 euros en 2004 à 2.950.000 euros en 2009, soit une augmentation de 159%. En 2010, nous comptons maintenir notre contribution au niveau de **2.950.000 euros**. S'y ajouteront des contributions thématiques (OMD et lutte contre la pauvreté, Bonne Gouvernance, Environnement) s'élevant à **2.850.000 euros** ;
- la contribution volontaire au budget du FNUAP est passée de 920.000 euros en 2004 à 2.650.000 euros en 2009, soit une augmentation de 188%. En 2010, nous comptons maintenir notre contribution au niveau de **2.650.000 euros**. S'y ajouteront des contributions thématiques (Santé maternelle, Lutte contre la fistule, Démographie et recensement) s'élevant à **2.140.000 euros** ;
- la contribution volontaire au budget de l'UNICEF est passée de 770.000 euros en 2004 à 2.650.000 euros en 2009, soit une augmentation de 245%. En 2010, nous comptons maintenir notre contribution au niveau de **2.650.000 euros**. S'y ajouteront des contributions thématiques (Education de base et égalité des sexes, Survie et développement du jeune enfant) s'élevant à **2.450.000 euros** ;
- la contribution volontaire au budget du FENU est passée de 65.000 euros en 2004 à 850.000 euros en 2009, soit une multiplication par 13. En 2010, nous comptons augmenter notre contribution de près de 6% pour la porter à **900.000 euros**. S'y ajouteront des contributions thématiques (Développement local, Finance inclusive) s'élevant à **600.000 euros**.

Ainsi, contributions volontaires au budget et contributions thématiques confondues, le Luxembourg compte contribuer en 2010 au total **17,19 millions d'euros** aux quatre fonds et programmes de l'ONU avec lesquels nous avons conclu des accords-cadre, sous réserve de l'approbation du projet de budget par notre Parlement.

A noter que le Luxembourg travaille aussi avec d'autres fonds et programmes des Nations Unies comme par exemple ONUSIDA, le PNUE, le CERF ou le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Pour ce dernier notre contribution volontaire est passée de 700.000 euros en 2004 à 1.005.000 euros en 2009, soit une augmentation de 44%. En 2010, nous comptons maintenir notre contribution au même niveau, c.à.d. à **1.005.000 euros**.

Le détail des contributions luxembourgeoises à d'autres fonds et programmes, dont certains viennent d'être cités, seront communiqués directement à ceux-ci le moment venu.

Je vous remercie.

